

Monsieur Paul Delort,
Ministre plénipotentiaire
de la Belgique des Pays
bas de la Grande-Bretagne.

Bruxelles, le 20 octobre, 1840.

Monsieur l'Empereur,

Je vous prie d'accepter l'exemplaire ci-joint du rapport
spécial sur l'annexion D que la Chambre de Commerce de Bruxelles
a adressé à la Commission d'enquête commerciale. Cette annexion
est l'œuvre de M. Smith, membre de cette Commission et député d'Anvers.

Lorsque j'ai eu le plaisir de vous rencontrer chez M. de Hoffmann,
vous sembliez croire que j'avais combattu la lettre qui au mois de
décembre dernier, vous avait été adressée par M. de Hoffmann sur la situation
de notre commerce extérieur et sur les moyens de le stimuler. J'ai
été, au contraire, le seul qui s'en soit défendu. Je partage votre
opinion. Notre commerce est réduit à celui de la Commission et nous possédons
des articles d'échanges commerciaux avec ceux de la Chine et des Indes
orientales. Mais M. de Hoffmann, dans sa simplicité, voyait pour
votre commerce extérieur de son apathie par le seul moyen
d'échantillons d'articles nationaux et étrangers que le commerce de pays
peut apporter et importer. Là nous n'avons plus d'accès. Dans mon
opinion, afin d'atteindre le but, il faut protéger plus efficacement les retours
de notre marine commerciale. Sans cette protection, le commerce devient
impraticable. Jamais il ne pourra être établi d'une manière sûre et régulière,
si non pour des produits qui présenteraient sur le marché étranger de grands
avantages sur les mêmes produits étrangers. Mais un commerce maritime
direct, national leur serait beaucoup plus favorable. Je ne puis pas que
l'histoire commerciale offre une seule nation qui soit parvenue à
établir, d'une manière régulière et sûre, ses relations commerciales avec
les populations d'autre-mer, sans qu'elle eût protégé efficacement les retours
de sa marine marchande. En toute chose, vous jugez d'après le rapport spécial
de la Chambre de Commerce de Bruxelles qui combat l'opinion contraire. Ce document
est conforme à mon opinion sur la question, quoiqu'il ne mentionne pas tous les
moyens que je pourrais faire valoir en faveur du but qu'il cherche à atteindre.
Veuillez recevoir, Monsieur l'Empereur, l'assurance de ma haute vénération.

W. J. J. J.

